

sances occidentales, si elles entendaient s'engager dans une nouvelle campagne en faveur de la ratification du Traité, de trouver une réponse à la question suivante: la nouvelle attitude des Soviets dénotait-elle un désir véritable d'arriver à un règlement de la question allemande, comme le prétendaient les forces opposées à la CED, ou n'avait-elle été adoptée que dans l'intention de semer la confusion parmi les pays de l'Ouest et de retarder la réalisation du projet?

La question du traité autrichien, restée depuis longtemps dans une impasse, préoccupait aussi les puissances de l'Ouest. L'Autriche, occupée par les Nazis en 1938, avait été la première victime d'Hitler. Les Alliés, par leur Déclaration de Moscou (1943), avaient promis de la rétablir en tant qu'État libre et indépendant. Et pourtant, dix ans plus tard, les forces alliées occupaient toujours le pays, cependant que le Gouvernement soviétique paraissait déterminé à s'opposer indéfiniment à l'élaboration d'un traité d'État. Ou encore, la nouvelle position soviétique signifiait-elle également qu'un règlement du problème autrichien était enfin possible?

### Échange de notes en 1953

En face de ces questions, les puissances occidentales signalèrent à l'Union soviétique, dans leur note du 15 juillet 1953, l'utilité d'une réunion des Quatre Grands. Mais les espoirs alors suscités et encore avivés quand les Soviets acceptèrent l'invitation, à la fin de novembre, ne pouvaient vraiment se justifier aux yeux de quiconque avait lu avec un peu d'attention la série de notes échangées de juillet à décembre.

En premier lieu, sans se soucier de l'ordre de priorité que les puissances occidentales désiraient attribuer à ces questions, les notes soviétiques réclamaient à plusieurs reprises une étude des mesures propres à réduire la tension dans le monde entier. La note du 28 septembre énumérait certaines de ces mesures: reconnaissance de la Chine communiste; règlements en Corée et en Indochine; réduction des armements; étude de « l'influence croissante des éléments revanchards en Allemagne » ainsi que de l'établissement, par certaines puissances, de bases militaires près des frontières de l'Union soviétique; examen de la « propagande de guerre diffusée par des milieux officiels responsables, dans certains États ». L'Union soviétique n'entendait évidemment discuter un règlement de la question allemande qu'une fois qu'elle aurait exploité à fond ces thèmes, dans une tentative pour diviser le Royaume-Uni et les États-Unis sur la question chinoise, et la France et les États-Unis sur la question allemande.

En deuxième lieu, tout en convenant finalement, d'assez mauvaise grâce, de discuter à Berlin un règlement du problème allemand, les notes soviétiques s'en prenaient aussi vigoureusement que d'habitude à l'idée des puissances de l'Ouest selon laquelle pareil règlement ne pouvait s'effectuer qu'avec un gouvernement de toute l'Allemagne établi à la suite d'élections libres qui seraient tenues sous une surveillance internationale. La note soviétique du 15 août, étroitement modelée sur celle du 10 mars 1952, fournit la preuve que le Gouvernement soviétique n'avait pas vraiment modifié, depuis le décès de Staline, sa politique relative à l'Allemagne. D'après ces notes, il devait s'agir d'abord de constituer un gouvernement pour toute l'Allemagne avec les deux régimes existants: celui de l'Est et celui de l'Ouest. Ce gouvernement surveillerait les élections dans toute l'Allemagne et représenterait celle-ci aux négociations de paix.

Enfin, pour ce qui était du règlement de la question autrichienne, diverses